

TIZI-OUZOU

Les citoyens de Larbaâ-Nath-Irathen dénoncent le blocage de l'APC

Les citoyens de la commune de Larbaâ-Nath-Irathen gardent toujours l'espoir de voir la levée du blocage de leur assemblée locale, perpétré par les 8 élus des formations politiques FLN (3), FFS (3), indépendants (2), car à leurs yeux ce refus d'alliance avec les élus du RCD (5), parti majoritaire, est injustifié et injustifiable.

A ce sujet, un citoyen jaloux de sa commune nous dira : «L'intérêt de notre commune doit être au-dessus de toute considération partisane ou personnelle.» Et à un autre citoyen d'ajouter dans le même sens : «Il est temps que les citoyens de notre commune se

mobilisent pour exhorter ces 8 élus qui mettent les bâtons dans les roues contre l'intérêt de la population à faire preuve de sagesse. Ils nous ont demandé nos voix, nous avons répondu. Maintenant qu'ils sont élus, c'est à eux de faire leur devoir. Ils ne doivent pas

rompre le contrat social qui lie aux citoyens qui ont voté pour eux et même les autres citoyens puisque, désormais, ils sont des élus, représentant toute la population des Ath-Yirathen. » En espérant que l'appel de ces citoyens soit entendu et en attendant la fin de ce conflit, il est tout de même à signaler que le P/APC de Larbaâ-Nath-Irathen, fort de sa compétence et de son expérience, travaille toujours dans l'intérêt de la population de sa commune. Un constat que prouvent des résultats sur le terrain et qui n'ont pas échappé

au yeux des citoyens. La ville de Larbaâ-Nath-Irathen fait peu neuve et on ne voit plus de chiens errants.

La prise en charge des écoles primaires et les inscriptions de projets au plan de développement 2008/12, la campagne de sensibilisation contre la leptospirose, la reprise des activités culturelles, la commémoration de la journée du chahid, pour ne citer que ceux-là, sont des indices de la bonne volonté et du dévouement de ce premier magistrat pour sa commune.

Hamid Meradji

BOUMEHNI

Les villageois ferment le CW128

Les habitants de quelques villages de la localité de Boumejni ont procédé dans la journée de samedi à la fermeture du CW128 qui dessert le chef-lieu de wilaya à partir de Boghni.

Cette action a été menée pour protester contre la prolifération de lieux de débauche

le long de la route à proximité de leurs habitations. Ils ont tenu à dénoncer vigoureusement le laxisme des autorités qui ont «toléré» l'exercice en toute illégalité d'activités telles que la vente d'alcool et, plus grave encore, de la prostitution.

Ainsi, en plus d'avoir transformé les lieux en question en véritables repères de brigands, les auteurs de ces commerces

illicites obligent les familles à rester cloîtrées chez elles au risque d'assister à certains «spectacles» désoyables. L'action, initiée par les protestataires, a poussé les autorités concernées à inviter les citoyens à une réunion pour prendre en charge le problème soulevé, et ce, après avoir occupé la route en milieu de journée.

A. A. Y.

IFLISSEN

Deux villages lancent un SOS

C'est un véritable SOS qu'ont lancé, en ce début du mois février, les habitants des villages Iknache et Taguerçif, dans la commune de Iflissen, aux hautes autorités du pays.

Dans une correspondance commune, ces villageois prient principalement les ministres des Travaux publics, de l'Intérieur et des Collectivités locales «d'intervenir en urgence» afin de prendre des mesures «pour éviter un réel danger aux deux villages menacés en permanence par un glissement de terrain et ce, depuis plusieurs années». «Le glissement de terrain conti-

ne toujours et peut à tout moment englober les habitations». Pour convaincre, les deux comités de village signalent que «l'ancien site du village Iknache a été déjà enseveli, ce qui a contraint les villageois à changer de sites mais sans pour autant échapper à la menace du glissement qui ne cesse de progresser». Il est à rappeler que les fortes intempéries de novembre dernier ont sérieusement aggravé la situation.

Par conséquent, les rédacteurs de l'appel de détresse appellent les autorités à «une solution d'urgence en prévoyant l'évacuation des habitations les plus menacées».

Mohamed Ghernaout

MASCARA

Pour une meilleure dynamique des œuvres sociales de l'éducation

La célébration du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures est tombée dans la tradition, et après la cérémonie de recueillement, c'est au foyer flambant neuf des travailleurs de l'éducation qu'aura lieu une cérémonie de remise de présents aux retraités et aux cadres syndicalistes.

Entre la noblesse de sa mission originelle et le rôle qu'on lui attribue à tort ou à raison, celui d'appendice du pouvoir l'UGTA chère au regretté Abdelhak Benhamouda, se trouve quelque peu à la croisée des chemins car ayant perdu du terrain face à une agitation sociale et une montée au créneau des syndicats autonomes. En marge de cet événement, le président de la commission des œuvres sociales des travailleurs du secteur de l'éducation a fait état, lors d'un entretien avec les représentants de la presse, des ambitions qui sont les leurs, à savoir offrir plus de convivialité aux travailleurs dans le cadre de programmations cohérentes se traduisant, dira-t-il, par des sorties au niveau du territoire national dans des conditions appro-

priées. A propos de ceci, notre interlocuteur déclarera l'intention des œuvres sociales de rompre avec le passé, car les spéculations étaient légion à propos de vacances organisées en bord de mer. Evoquant les structures existantes, il les jugera quelque peu dérisoires et on s'attelle, selon lui, à programmer l'ouverture d'un CMS au niveau du chef-lieu de wilaya avec l'introduction de spécialistes en pédiatrie, gynécologie et chirurgie dentaire. Toujours pour le volet santé on envisage d'établir des conventions avec des cliniques privées. Dans un autre chapitre, il sera fait mention de la disponibilité des œuvres sociales à accorder des facilités en termes de prêts pour les travailleurs ayant l'intention de construire ou d'accéder au LSP.

Pour ce dernier volet, l'0 nous signale que 500 demandes ont déjà été introduites. Les enfants ne seront pas oubliés dans le projet de la nouvelle dynamique qui l'on tente d'introduire au sein des œuvres sociales avec intention de créer des crèches. Le

conférencier reviendra sur les prêts accordés et la difficulté qui apparaît parfois quand il s'agit de remboursement lorsque ceux qui en ont bénéficié partent sous d'autres cieux ou en retraite. Heureusement, qu'ils ne sont pas nombreux, dira-t-il. Au demeurant, on tente par cette nouvelle dynamique de toucher le maximum de travailleurs de l'éducation, tous corps confondus.

A notre question de savoir si les avantages fournis par les œuvres sociales profiteraient seulement aux adhérents à l'UGTA, notre interlocuteur s'interdira de faire des œuvres sociales une chasse gardée de ce syndicat.

M. Meddeber

15 ambulances pour les communes

Hier, 24 février, 15 ambulances ont été remises aux communes dont la plupart sont situées dans des zones reculées et dont les habitants sont souvent confrontés au problème d'évacuation des malades. Six ont été reprises dans le cadre du programme d'appui aux zones affectées par les actes terroristes et qui sont El Menaouer, Feraguigue, Chorfa, El Guethna et Ain-Fekan. Ce programme est, rappelons-le, financé par l'Union européenne. Les 9 autres ont bénéficié aux établissements hospitaliers publics et établissements publics de proximité. Le wali de Mascara a exhorté les P/APC et autres responsables à une utilisation rationnelle desdits véhicules.

M. M.

DIGROMED D'ORAN

Grève illimitée des travailleurs depuis près de deux mois

En grève depuis le 29 janvier 2008, le collectif des travailleurs de Digromed/Ouest Oran (unité commerciale de Chteibo et l'ex-Dro) proteste contre le non-paiement de leurs salaires depuis quatre mois.

Nos interlocuteurs tiennent également à «dénoncer l'état de laisser-aller et la mise à mort de leur entreprise».

Malgré les diverses tentatives d'interpeller la direction générale ainsi que le président des SGP GEPHAC, aucune suite n'a été donnée à ces appels qui ont été suivis de réunions avec les responsables ainsi que de journées de protestations pour exiger le versement de quatre mois de salaire, demandant par la même occasion une prise de décision concernant les perspectives de l'entreprise. Plusieurs actions ont été menées pour, nous dit-on, attirer l'attention des responsables de cette entreprise et ceux de la wilaya d'Oran sur les conditions déplorables dans lesquelles vivent ces travailleurs sans salaires.

Selon les représentants des travailleurs, les solutions pour clore le dossier social des travailleurs ne manquent pas, «seule la volonté de trouver des solutions fait défaut chez ces responsables». Même si, nous dit-on, «les travailleurs ne sont pas contre la privatisation de leur entreprise, ils exigent néanmoins que cette opération soit faite dans la transparence pour leur permettre de bénéficier de leurs droits».

Le mouvement de contestation se poursuivra, nous dit-on, «de manière illimitée jusqu'à la satisfaction des doléances légitimes des travailleurs qui exigent la réaction du président des directeurs SGP GEPHAC afin qu'il intervienne énergiquement pour que notre droit soit respecté».

Amel B.

TLEMEN

Installation des commissions à l'écoute des citoyens à Béni-Snous

Au cours d'une séance de travail qui a réuni les autorités locales de la commune d'Azaiel relevant de la daïra de Béni-Snous, avec les représentants des quartiers, il a été décidé d'installer des commissions qui prendront en charge les besoins et les doléances du citoyen.

Le rôle de ces comités à caractère participatif est d'impliquer le citoyen dans la gestion de la cité pour garantir une meilleure prise en charge pour les années à venir.

1500 nouveaux stagiaires de la Formation professionnelle

Afin d'assurer de bonnes conditions de la rentrée de la formation, les vingt-deux structures de la formation professionnelle que compte la wilaya de Tlemcen ont abrité samedi dernier une session de formation pour les nouveaux stagiaires venus de différents horizons. Il est à rappeler que 10 000 stagiaires figurent sur la liste de cette rentrée dont 1500 nouveaux inscrits répartis dans 16 spécialités.

Gestion anarchique du marché couvert

Datant du siècle dernier (construit en 1904), l'unique marché couvert de Tlemcen est devenu un endroit à éviter pour plusieurs raisons. Il y a bien sûr les pickpockets qui trimballent leurs caisses à longueur de journée en menaçant les ménagères. Plusieurs incidents ont eu lieu. Il faut rappeler que l'accès au marché était réglementé à l'époque.

En effet, à partir de 7 h du matin, l'approvisionnement était interdit, le marché n'était ouvert qu'au public. Aujourd'hui, c'est une véritable anarchie qui règne dans ce lieu où la saleté est omniprésente.

Faiza B.

CITÉ LA GARE À SAÏDA Attention ! danger en vue !

En face de l'hôtel El-Mordjane et la gare des chemins de fer, qui fut autrefois la fierté des Saïdis et où, fort heureusement, ne passe aujourd'hui que rarement un train de marchandises, s'offre une image désolante, un décor apocalyptique en raison des amoncellements d'ordures et d'une eau noireâtre coulant sous un tuyau de gaz de ville et un câble électrique qui risque à tout instant de sauter. Quant aux riverains, résignés, ils déclarent être habitués à ce genre de spectacle fatigués par les multiples démarches administratives effectuées auprès du wali, le directeur de l'hydraulique le directeur de l'agence Sonelgaz et l'APC de Saïda qui se renvoie la balle. Sur les lieux, l'on a l'impression que l'hygiène et l'environnement qu'on célèbre annuellement en grande pompe font peur aux responsables concernés. «Ce qui est grave et dangereux pour la santé publique, c'est que les enfants passent leur temps à fouiner dans ce grand trou à la recherche d'objets qu'ils peuvent revendre sans se soucier du danger», nous déclare un citoyen inquiet par cette situation.

M. B. Amine